

ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

Mont-Bouët : dans le feu du combat commerçants-"Iveco"

D'UN côté des vendeurs décidés à mener le combat de la survie malgré l'opération "Libérez les trottoirs" qui a sévi dans le marché. De l'autre, des policiers déterminés à faire respecter l'ordre. Entre les deux, c'est un véritable jeu du chat et de la souris. Qui s'épuisera le premier ? Plus sérieusement, que faire de tous ces hommes et femmes désormais désœuvrés ?

Line R. ALOMO
Libreville/Gabon

Il y a longtemps que vous n'êtes pas allés au marché de Mont-Bouët ? Sachez qu'on y circule désormais plus aisément. Que les véhicules ont repris leurs droits sur les voies qui traversent le marché. Que les commerçants installés sur les trottoirs ont été déguerpis. Que la vie y est belle en somme ! Ou ... pas si vite ! Parce qu'il faut être à Mont-Bouët pour vivre en direct la nouvelle réalité qui s'y déroule depuis pratiquement un mois.

Comme dans un film de télé-réalité, course-poursuite et sauvetage qui se alternent à longueur de journée pour les commerçants. Tant le jeu du chat et de la souris semble la nouvelle trouvaille entre commerçants et forces de l'ordre. Et gare à celui qui se fait prendre ! Ainsi, à Mont-Bouët, désormais les rues peuvent être pleines de commerçants et l'instant d'après se vider comme par enchantement du fait d'une présence permanente dissuasive des forces de l'ordre.

Dimanche dernier, Antoinette y était pour ses courses. Elle choisissait quelques articles pour ses enfants lorsqu'un presque cri de guerre, - en fait un cri d'alerte repris en écho -, a créé une sacrée débandade : "Iveeeco ..." En référence à l'automobile bleue

"C'est fatigant, vous savez. Mais quel choix avons-nous ? Il nous faut vendre entre les temps de répit de la police pour avoir de quoi faire bouillir la marmite. Remarquez, on chasse les pères et mères de famille que nous sommes à la veille de la rentrée scolaire, sans nous dire où aller", se lamente un vendeur surveillant les mouvements des policiers.



Au marché Mont-Bouët, l'opération «Libérez les trottoirs» impose aux commerçants de combattre pour leur survie.

ceinte de grillages dans laquelle les forces de l'ordre circulent dans le marché. "À l'écoute du cri, les gars avaient assemblé leurs marchandises en moins de temps qu'il ne faut pour le dire. Nous demandant de les suivre dans des couloirs". Antoinette vient de découvrir la face cachée du marché. Des coins malfamés où il ne fait pas bon d'y être tout seul.

Pour comprendre ce qui se passe dans le plus grand marché de Libreville, il faut remonter au 18 juin dernier. Ce jour-là, la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, conduisait alors au cabinet du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, les ministres de l'Intérieur Lambert-Noël Matha et son collègue de la Défense, Michael Moussa Adamo pour solliciter l'autorisation du chef de l'État de lancer une opération "Libérez les trottoirs" à Libreville et ses environs contre les commerçants qui occupent illégalement les trottoirs.

Objectifs visés : "Restaurer la voie publique et assainir l'environnement et le cadre de vie des habitants". Un délai de 48 heures avait été donné aux commerçants pour partir d'eux-mêmes. Passé ce

délai, le gouvernement était passé à l'action. Du PK 12 au marché de Mont-Bouët, les occupants des trottoirs ont été déguerpis. Leurs effets broyés sinon brûlés. À charge pour les forces de l'ordre de faire respecter ces départs. Depuis lors, les vendeurs, ne sachant quoi faire, profitent de chaque minute de répit cédée par les policiers pour, aussi vite que possible, vendre un produit ou deux à de nombreux acheteurs eux-mêmes déboussolés par cette situation. "C'est fatigant, vous savez. Mais quel choix avons-nous ? Il nous faut vendre entre les temps de répit de la police pour avoir de quoi faire bouillir la marmite. Remarquez, on chasse les pères et mères de famille que nous sommes à la veille de la rentrée scolaire, sans nous dire où aller", se lamente un vendeur surveillant le moindre mouvement des policiers.

Le tout dans un contexte déjà marqué par une crise sanitaire qui n'a pas fini de faire des dégâts. Question pertinente : que fera-t-on de toutes ces personnes désœuvrées, entendu qu'aucun autre marché n'est construit à Libreville pour les accueillir, eux et leurs activités ?

Que faire de tous ces commerçants ?

L.R.A.
Libreville/Gabon

SELON l'Association des jeunes commerçants gabonais, ils sont près de 7 000, du Carrefour Léon-Mba à l'ex-Gare routière, en passant par Petit-Paris et La Peyrie, à être impactés par l'opération "Libérez les trottoirs". Si la question est de savoir ce qu'on fera de tout ce beau monde désormais désœuvré, une autre est de savoir si l'on n'a pas, à tout hasard, mis la charrue avant les bœufs. Car, jusqu'à preuve du contraire, les vendeurs sont aujourd'hui en difficulté. Puisque n'ayant plus de travail.

"Ce sont donc de petits Gabonais qui sont livrés à eux-mêmes, abandonnés par un État supposé nous protéger", estime-t-on au sein de l'Association des jeunes commerçants dont les membres disent avoir

entamé des démarches auprès des autorités (mairie, Primature...). "Mais personne ne nous répond". La situation est d'autant plus désespérée que la rentrée des classes approche. "Eux, en haut lieu, ils ont des salaires. Nous autres, non. Nous nous débrouillons. Pour fuir la délinquance, on vend au marché. En tout cas, ceux qui étaient autrefois des bandits vont sans doute reprendre du service, renouer avec leur passé", se désolent-ils encore au sein de l'Association. Pourtant, en son temps, Jean-François Ntoutoume Emame, alors maire de Libreville, avait promis construire un marché à La Peyrie. Des années après, où en sommes-nous ? Le projet, au centre d'un énorme litige, a été abandonné.

Et maintenant, on fait quoi ? Se demandent-ils.